

Fiche de révisions

Thème D : Les échelles de gouvernement dans le monde

Chapitre 3 : La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Quels sont les progrès et les limites de la gouvernance économique mondiale ?

I. 1944-1971 : le système de Bretton Woods et la Guerre froide.

1. 1944-1948 : la construction économique du monde

- 22 juillet 1944 : la conférence de Bretton Woods : naissance de la FMI et de la BIRD (ou Banque mondiale)
- 1947 : Plan Marshall permet la naissance de l'OECE
- 1947 : naissance du GATT

2. Une coopération économique limitée

- refus soviétique, avec création d'instances propres au bloc de l'Est (COMECON-CAEM ...)
- Critique des pays du Tiers-Monde (1955 : Conférence de Bandung, 1964 : CNUCED)

II. 1971-Années 90 : la gouvernance économique face aux crises

1. Deux graves crises : monétaire et économique

- crise monétaire : 1971 : suspension de la convertibilité or-dollar, dévaluation
- crise économique : 1973 : choc pétrolier suite à l'augmentation du prix du baril par l'OPEP, 1979 : choc pétrolier car chute du Shah d'Iran.

2. Ralentissement de l'aide au développement.

- Dialogue Nord-Sud interrompu, puisque les pays du Nord réduisent fortement leur aide au développement.

3. Néolibéralisme

- Néolibéralisme comme réponse à la crise.
- Thatcher au Royaume-Uni, Reagan aux Etats-Unis

III. Milieu des années 90 à nos jours : gouvernance économique mondiale face aux défis d'un monde multipolaire

1. Une meilleure organisation économique du monde ?

- Fin de l'URSS et d'un bloc de l'Est
- Naissance de l'OMC en 1995 et ses limites (droits de vote)
- Volonté de gouvernance dans le cadre de l'ONU

2. De nouveaux acteurs à prendre en compte dans la gouvernance

- Poids des FTN et des agences de notation.
- ONG, think tank, philanthropes ...
- économie multiculturelle

3. Contestations et crises

- Contestation et altermondialisme
- crise de 2008 et ses conséquences

Annales :

Composition :

La gouvernance économique mondiale depuis 1944 (Liban 2016, Pondichery 2015),

Définitions :

Gouvernance mondiale : système de régulation internationale dépassant l'action des seuls Etats, par le biais d'entreprises et de la société civile.

Parité monétaire : idée selon laquelle la stabilité de l'économie mondiale doit être fondée sur un système de parité fixe entre les monnaies et garantie par la convertibilité en or d'au moins une monnaie de référence.

FMI : Fonds monétaire international, né en 1947, issu de la Conférence de Bretton Woods. Contrôle la parité dollars-autres monnaies, et fait des prêts à courts termes aux Etats qui en ont besoin.

OECE : Organisation européenne de coopération économique, créée en 1948 pour répartir l'aide du Plan Marshall. Transformé en 1960 en OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.

GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négocié en 1947 pour favoriser la croissance des échanges internationaux.

CNUCED : Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement, 1964. → naissance du G77 pour critiquer le caractère inégalitaire des structures inégalitaires de l'ordre économique mondial.

PAS : Programme de stabilité et d'Ajustement Structurel : ensemble des mesures qui doivent assainir la situation d'un Etat (privatisation des entreprises d'Etat, réduction des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires, lutte contre la corruption, la fraude, l'évasion fiscale, ouverture de l'économie à la concurrence, dévaluation de la monnaie pour faciliter les exportations.

Néolibéralisme : doctrine économique qui, depuis les années 60', prône un retour aux principes du libéralisme contre les excès supposés du keynésianisme. Théorisé par Friedrich HAYEK et Milton FRIEDMAN.

OMC : Organisation mondiale du Commerce : crée en 1995 à l'issue des négociations de l'Uruguay Round. Sert de cadre aux négociations pour la libéralisation des échanges et règle les litiges entre les Etats membres. 113 membres en 1995, 153 en 2008.

G20 : Groupe des 19 Etats + Union européenne, constitué en 1999, représente 90 % du PIB mondial. Instance du dialogue économique.